

### Article 22 du Règlement

Dans son prochain remaniement ministériel, le premier ministre s'efforcera j'espère, de nommer, dans le domaine économique, des ministres qui connaissent, comprennent et défendent les intérêts des régions du Canada, des ministres qui sauront montrer à tous que le Canada pour le premier ministre ne se limite pas au sud de l'Ontario, qu'il englobe en fait les autres 94 p. 100 de notre magnifique pays.

\* \* \*

### L'ENVIRONNEMENT

LE RAPPORT PRÉSENTÉ PAR LES ENVOYÉS DU CANADA ET DES ÉTATS-UNIS

**M. Stan Darling (Parry Sound-Muskoka):** Monsieur le Président, le rapport sur les pluies acides des envoyés du Canada et des États-Unis est réaliste et vient au moment opportun. La plupart d'entre nous, de ce côté-ci de la frontière, auraient préféré une position plus vigoureuse sur certaines questions, mais nous ne pouvons pas faire abstraction du climat politique qui prévaut chez notre voisin du sud.

Pour la première fois dans l'histoire de nos deux pays, on admet que les précipitations acides représentent un grave problème qui ne connaît pas de frontière. Bill Davis et Drew Lewis ont compris qu'un rapport truffé de grands idéaux et d'ultimatums aurait nui au processus même de négociation. Au contraire, il semble bien que M. Lewis ait remis au président un rapport qui a de bonnes chances d'être accepté.

S'il avait contenu des recommandations irréalistes, le rapport aurait probablement été relégué aux oubliettes. Les envoyés n'ont pas été nommés pour trouver une panacée qui n'existe pas. Les citoyens du Canada et des États-Unis doivent féliciter Bill Davis et Drew Lewis de l'excellent travail accompli, en dépit des obstacles. Espérons que leurs efforts rapprocheront nos deux pays d'un accord sur la réduction à long terme des polluants atmosphériques. Le rapport des envoyés permettra peut-être de faire avancer l'exécutif américain dans la bonne direction.

\* \* \*

[Français]

### L'EMPLOI

LA PERFORMANCE DU GOUVERNEMENT

**M. Gabriel Desjardins (Témiscamingue):** Monsieur le Président, Statistique Canada publiait récemment ses plus récentes données sur le chômage au Canada. Ces dernières révélaient que le taux de chômage au pays, en décembre 1985, avait chuté à 10 p. 100, soit le plus bas taux enregistré depuis 1982. Il s'est créé au pays 372,000 nouveaux emplois en 1985, et cela porte à 450,000 le nombre de nouveaux emplois créés par notre gouvernement depuis son élection.

Au Québec, monsieur le Président, 118,000 nouveaux emplois ont été créés en 1985, soit la meilleure performance depuis 1980, et cela porte à 136,000 le nombre de nouveaux emplois créés au Québec depuis l'élection de notre gouvernement, et, fait encourageant, c'est majoritairement le groupe des 15 à 24 ans qui se sont trouvés de l'emploi. Il faut noter qu'au Québec seulement le taux de chômage, de septembre 1984 à décembre 1985, est passé de 12,8 à 11,7 soit une diminution de 1,1 p. 100.

Dans ma propre région, monsieur le Président, en Abitibi-Témiscamingue, le chômage a chuté de 19 à 14 p. 100, soit une remarquable baisse de 5 p. 100.

Monsieur le Président, ce gouvernement avait fait de la création d'emplois son principal thème lors de la dernière campagne électorale, et nous sommes en train de démontrer clairement aux Canadiens que nous tenons et respectons nos engagements électoraux.

\* \* \*

[Traduction]

### L'ENVIRONNEMENT

LES PLUIES ACIDES—ON DEMANDE QUE LES ÉTATS-UNIS PRENNENT DES MESURES

**L'hon. Chas. L. Caccia (Davenport):** Monsieur le Président, bien des Canadiens se demandent ce que sera le prochain épisode du dossier des pluies acides. Nous sommes en effet dans la même situation qu'il y a un an. Le rapport de notre représentant ne contient aucun programme de contrôle, pas d'échéancier, pas de réductions relatives des émissions d'une façon qui serait la plus favorable pour le Canada, pas de programme de \$5 milliards si les entreprises ne manifestent pas d'intérêt, pas de mention des coûts de l'inaction et aucun effort pour tirer profit du protocole d'entente signé en 1980. Les auteurs du rapport ont été fascinés par le coût de l'action au point d'en oublier celui de l'inaction. En 1981, Tom Crocker de l'Université de Wyoming a estimé ce coût à 5.5 milliards par année. Le rapport ne tient pas compte de l'existence d'une loi américaine qui autorise une action immédiate, à condition qu'il y ait une volonté politique.

• (1110)

Le premier ministre du Canada (M. Mulroney) se trouve dans la situation impossible de devoir compter sur les bonnes dispositions des entreprises américaines. On a remis au premier ministre un document qui préconise la recherche plutôt que l'action. Il se doit de prouver aux Canadiens qu'il est capable de faire quelque chose. Nous ne pouvons laisser mourir nos lacs, nos forêts et nos poissons sans faire quelque chose. Nous devons pousser les Américains à agir et ce, sur-le-champ.

\* \* \*

### L'EMPLOI

L'ACCROISSEMENT DE LA CRÉATION D'EMPLOIS

**M. Alan Redway (York-Est):** Monsieur le Président, selon les données publiées vendredi dernier par Statistiques Canada, 36,000 nouveaux emplois ont été créés au Canada en décembre. Cela fait en tout 311,000 en 1985 et 450,000 au cours des 15 premiers mois de pouvoir du gouvernement conservateur actuel.

**Des voix: Bravo!**

**M. Redway:** Sans compter que le taux de chômage est tombé à 10 p. 100, le plus bas niveau depuis des années.

Ces résultats tranchent nettement avec ce que le gouvernement précédent a fait dans le domaine de l'emploi. Nous savons bien, comme la plupart des gens, que plus d'emplois permanents ont été créés au cours de la première année de